



## Formulaire CH@WORLD: A754

Représentation suisse à: Bakou	
Pays: Azerbaïdjan	Date de la dernière mise à jour: 15 juin 2020

## Rapport économique Azerbaïdjan 2019

### 0. Résumé

En 2019, le PIB de l'Azerbaïdjan a **crû de 2,3%**<sup>1</sup>, porté par l'augmentation de la production de gaz naturel et le secteur des services. Un tel taux de croissance n'avait plus été atteint depuis la crise ayant résulté de la chute du prix du pétrole à partir de mi-2014, suivie de deux dévaluations du manat (AZN) en 2015, d'une récession en 2016 et d'une crise bancaire.

L'Azerbaïdjan a poursuivi en 2019 les **réformes** destinées à diversifier l'économie et à promouvoir la croissance, en améliorant le climat des affaires et en attirant davantage d'investissements dans le secteur non pétrolier.

Pour l'heure, les revenus du pays dépendent encore en large partie du secteur des hydrocarbures. La **chute du prix du pétrole et la crise du coronavirus** intervenues au premier trimestre 2020 assombrissent donc les perspectives économiques pour 2020, après le rétablissement observé en 2019.

Plusieurs entreprises suisses sont actives en Azerbaïdjan. En 2019, les **échanges commerciaux** entre la Suisse et l'Azerbaïdjan se sont montés à CHF 287 millions, en hausse de CHF 50 millions par rapport à 2018.

Par sa coopération internationale, active en Azerbaïdjan depuis plus de 20 ans, la **Suisse**, via le Secrétariat d'Etat à l'Economie (SECO), s'engage en matière de stabilité macro-économique et de promotion du secteur privé.

### 1. **Problèmes et enjeux économiques**

#### 1.1. Contexte

Avec un PIB de USD 47 milliards en 2019<sup>2</sup>, l'Azerbaïdjan est la **première économie du Caucase du Sud**. Selon la classification de la Banque mondiale, l'Azerbaïdjan est un "*upper middle income country*"<sup>3</sup>.

L'économie azerbaïdjanaise bénéficie des revenus issus de la **production et de l'exportation de pétrole et de gaz**. Ces ressources se trouvent principalement dans la Mer Caspienne:

- pétrole: dans le champ Azeri Chirag Gunashli (ACG), qui a fait l'objet du "contrat du siècle", signé en 1994 et prolongé en 2017 pour durer jusqu'en 2050. Le pétrole venant du champ ACG est principalement exporté via le pipeline Bakou-Tbilissi-Ceyhan, mis en service en 2006;
- gaz: dans le champ Shah Deniz, dont la 2<sup>ème</sup> étape de développement permettra d'alimenter le Corridor gazier Sud dont la mise en service est prévue fin 2020. Ce Corridor consiste en plusieurs pipelines dont le dernier est le *Transadriatic Pipeline* (TAP) aboutissant en Italie.

Ces grands projets associent l'entreprise nationale **SOCAR** (*State Oil Company of the Republic of Azerbaijan*) et des entreprises énergétiques étrangères. Outre ses activités en Azerbaïdjan, SOCAR a procédé à d'importants investissements à l'étranger, particulièrement en Turquie et en Géorgie.

Les revenus issus de l'exploitation des hydrocarbures alimentent le fonds **SOFAZ** (*State Oil Fund of the Republic of Azerbaijan*), dont la fortune se monte à USD 41,3 milliards (01.04.2020)<sup>4</sup>. SOFAZ transfère

<sup>1</sup> FMI, [Regional Economic Outlook Middle East and Central Asia - statistical appendix](#) (avril 2020)

<sup>2</sup> FMI, [Regional Economic Outlook Middle East and Central Asia - statistical appendix](#) (avril 2020)

<sup>3</sup> <https://datahelpdesk.worldbank.org/knowledgebase/articles/906519-world-bank-country-and-lending-groups>

<sup>4</sup> <https://www.oilfund.az/en/report-and-statistics/recent-figures>

à son tour des ressources au budget de l'Etat azerbaïdjanais, correspondant à 47% de ce dernier (budget 2020).

Grâce à ces revenus, le taux de pauvreté s'est considérablement réduit au cours des années. En 2019, un paquet de **mesures sociales** a en outre permis l'augmentation du salaire minimal et des retraites ainsi qu'une hausse des salaires dans le secteur public.

La chute du prix du pétrole à partir de mi-2014 avait montré le **danger d'une forte dépendance aux hydrocarbures**. Deux dévaluations du manat (AZN) en 2015, puis une récession en 2016 et une crise bancaire en ont résulté.

Aujourd'hui, malgré les efforts entrepris pour diversifier l'économie, et malgré une croissance du secteur non pétrolier supérieure à la croissance du secteur pétrolier, le **secteur des hydrocarbures** représente encore 41% du PIB, 92% des exportations et 65% des revenus fiscaux de l'Azerbaïdjan<sup>5</sup>.

## 1.2. Développements en 2019 et début 2020

En 2019, avec une croissance de 2,3% portée notamment par l'augmentation de la production de gaz et le secteur des services, l'économie azerbaïdjanaise était **en train de se rétablir** suite à la crise de 2015/2016.

L'Azerbaïdjan a poursuivi en 2019 les réformes, notamment en matière fiscale et douanière, destinées à **diversifier** son économie, à augmenter la transparence et à attirer davantage d'investissements. Jusqu'ici, l'agriculture et le tourisme figuraient parmi les secteurs particulièrement visés dans le contexte de la diversification.

L'Azerbaïdjan cherche en outre à tirer profit de sa situation géographique au carrefour des **corridors de transport** Est-Ouest et Nord-Sud pour promouvoir la croissance en matière de transport de marchandises. Pour cela, il a procédé à d'importants investissements, concernant en particulier la ligne ferroviaire Bakou-Tbilissi-Kars et le nouveau port de Bakou/Alat, où s'ouvrira prochainement une zone économique spéciale.

Des modifications structurelles et personnelles ont également été accomplies afin de favoriser les **réformes**. Suite à la nomination de M. Ali Asadov, anciennement conseiller économique du Président Ilham Aliyev, au poste de Premier ministre en octobre 2019, un grand ministère de l'Economie<sup>6</sup> a été créé, attribué à Mikhaïl Jabbarov, auparavant ministre des Taxes. C'est également la volonté de réformes qui a été invoquée pour avancer les élections parlementaires (prévues à l'origine en novembre 2020) au 9 février 2020.

Début 2020, la chute des prix du pétrole, aggravée par la crise du coronavirus, **freine la croissance** azerbaïdjanaise. Alors que le gouvernement prévoyait une croissance de 3% du PIB en 2020, il faut maintenant craindre une récession. Le FMI estime à -2.2% l'évolution du PIB en 2020, avant une légère reprise en 2021<sup>7</sup>.

Le maintien du **taux de change** entre le dollar américain et le manat (USD 1 = AZN 1,7 depuis mars 2017) nécessite l'engagement de moyens considérables au débit des réserves du fonds SOFAZ.

L'Azerbaïdjan est membre de l'**OPEP+** et, dans l'espoir de contribuer à une hausse du prix du pétrole, a pris l'engagement, en avril 2020, de réduire sa production à compter du 1<sup>er</sup> mai 2020<sup>8</sup>.

Cela étant, grâce à son **faible** endettement (18% du PIB en 2019<sup>9</sup>) et aux **réserves** en devises du fonds SOFAZ, l'Etat azerbaïdjanais dispose d'un bon "coussin de sécurité" pour faire face à la crise.

Afin d'atténuer l'impact socio-économique de la pandémie de coronavirus, le gouvernement azerbaïdjanais a adopté, le 4 avril 2020, un **Plan d'action** portant sur un montant de AZN 3,5 milliards (équivalant à env. 3% du PIB). Une partie de cette somme (AZN 1,3 milliard) est destiné à des mesures de soutien direct des entreprises, des ménages et des chômeurs. En outre, l'Etat entend encourager le développement d'une série de secteurs économiques, au-delà de l'agriculture, du tourisme et des

<sup>5</sup> FMI, [rapport sur les consultations au titre de l'Article IV](#), septembre 2019

<sup>6</sup> Incluant le ministère des Impôts, le Comité d'Etat pour les questions de propriété et l'Agence d'Etat pour la politique antimonopole et le contrôle du marché.

<sup>7</sup> FMI, [Regional Economic Outlook Middle East and Central Asia - statistical appendix](#) (avril 2020)

<sup>8</sup> Par rapport au volume d'octobre 2018 (qui était de 718'000 barils par jour). Les nouvelles quantités prévues sont: 554'000 barils par jour en mai-juillet 2020 (réduction de 23%), 587'000 en juillet-décembre 2020 (réduction de 18%) et 620'000 en 2021 et janvier-avril 2022 (réduction de 14%).

<sup>9</sup> FMI, [Regional Economic Outlook Middle East and Central Asia - statistical appendix](#) (avril 2020)

transports, déjà au centre des efforts de diversification avant la crise: construction, industrie minière, pétrochimie, économie digitale.

### 1.3. Défis

L'Azerbaïdjan est bien classé dans le [Ease of Doing Business Index 4.0](#) 2019 de la Banque mondiale (34<sup>ème</sup> rang sur 190) et dans le [Global Competitiveness Index](#) 2019 du WEF (58<sup>ème</sup> rang sur 141).

Même si toutes les conséquences de la pandémie de coronavirus ne sont pas encore connues, on peut partir de l'idée que les défis principaux pour le développement de l'économie azerbaïdjanaise resteront les mêmes qu'au cours de ces dernières années:

- **diversification de l'économie** et augmentation des investissements dans le secteur non pétrolier.
- **transparence accrue**, amélioration du climat des affaires et développement du secteur privé. Les défis principaux concernent:
  - o la diminution des entraves à la concurrence liées à l'existence de grands acteurs économiques, dont des "state-owned enterprises", pouvant rendre difficile l'accès au marché;
  - o le renforcement de l'indépendance des tribunaux, comme prévu par une réforme de la justice décidée en avril 2019;
  - o le renforcement de la lutte contre la corruption. Dans le [classement de Transparency International 2019](#), l'Azerbaïdjan occupe le 126<sup>ème</sup> rang sur 180. Des progrès ont été réalisés pour lutter contre la corruption dans la vie quotidienne, grâce à la digitalisation de nombreuses opérations concernant les services de l'Etat aux citoyens et dans le domaine douanier. Enfin, d'importantes réformes fiscales ont été accomplies, avec pour objectif d'augmenter la transparence et de lutter contre l'économie souterraine ("shadow economy"<sup>10</sup>). Des résultats tangibles ont été atteints, avec une augmentation du nombre d'entreprises imposables et de contrats de travail enregistrés;
- renforcement de la **stabilité du secteur financier**, en particulier bancaire<sup>11</sup>, et meilleur accès au financement pour les petites et moyennes entreprises. Aujourd'hui, les banques préfèrent souvent accorder des crédits à la consommation plutôt que des crédits aux entreprises.

Dans son rapport suite aux consultations au titre de l'Article IV (septembre 2019)<sup>12</sup>, le FMI relève que *"A longer-term economic development vision is crucial for achieving sustainable, private sector-led and diversified growth. Given the exhaustibility of hydrocarbon resources and the need to create jobs for a young population, Azerbaijan's economic future depends on its ability to reduce the economic footprint of the state, promote competition, and improve governance and transparency"*.

Par sa **coopération internationale**, la Suisse, via le SECO, cherche à soutenir les réformes accomplies par le gouvernement azerbaïdjanais en matière de stabilité macroéconomique et de développement du secteur privé.

## 2. Accords économiques internationaux et régionaux

### 2.1. Politique, priorités du pays

L'Azerbaïdjan a demandé à adhérer à l'**Organisation mondiale du commerce** (OMC) en juin 1997. Le groupe de travail y relatif a été créé en juillet 1997 et a tenu sa première réunion en 2002. La dernière réunion en date a eu lieu en 2017. Une adhésion à brève échéance est peu probable.

L'Azerbaïdjan n'est pas non plus membre de l'**Union économique eurasiatique**.

Avec l'**Union européenne** (UE), principal partenaire commercial de l'Azerbaïdjan, les relations reposent actuellement sur un accord de partenariat entré en vigueur en 1999. Des négociations sont en cours depuis 2017 en vue de conclure un nouvel accord. Elles butent essentiellement sur des questions commerciales. L'Azerbaïdjan est membre du Partenariat oriental de l'UE.

### 2.2. Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination)

Les principaux accords bilatéraux entre la Suisse et l'Azerbaïdjan sont les suivants:

- [Accord de commerce et de coopération économique](#) du 30 octobre 2000;

<sup>10</sup> Estimée à env. 44% du PIB en 2015 (IMF Working Paper WP/18/17 "Shadow Economies Around the World: What Did We Learn Over the Last 20 Years?").

<sup>11</sup> Au premier semestre 2020, 4 banques (sur les 30 que comptait l'Azerbaïdjan) ont perdu leur licence bancaire.

<sup>12</sup> FMI, [rapport sur les consultations au titre de l'Article IV](#), septembre 2019

- [Accord concernant la coopération technique, financière et humanitaire](#) du 23 février 2006;
- [Accord en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune](#) du 23 février 2006;
- [Accord concernant la promotion et la protection réciproque des investissements](#) du 23 février 2006;
- [Accord relatif aux transports internationaux par route de personnes et de marchandises](#) du 8 octobre 2007;
- [Accord relatif aux services aériens réguliers](#) du 9 octobre 2007;
- [Accord visant à faciliter la délivrance de visas](#) du 8 octobre 2016.

On peut en outre signaler les deux *memoranda of understanding* suivants:

- Memorandum of Understanding (MoU) relatif à la coopération en matière d'énergie (2007);
- MoU relatif à la coopération en matière de communication (2008).

L'Ambassade n'a pas connaissance de discriminations systématiques à l'encontre d'entreprises suisses.

### 3. Commerce extérieur

#### 3.1. Evolution et perspectives générales

Selon les données du Comité des douanes azerbaïdjanais (cf. annexe 3), le commerce extérieur total du pays en 2019 s'est monté à env. USD 33,3 milliards, dont USD 19,6 milliards d'exportations (+0,9% par rapport à 2018) et 13,7 milliards d'importations (+19,2% par rapport à 2018). Solde positif de la balance commerciale en 2019: env. USD 6 milliards (-25,4% par rapport à 2018).

Comme mentionné plus haut, **le pétrole et le gas et les produits dérivés** dominent de loin les exportations de l'Azerbaïdjan (env. 90%). Les destinations principales furent en 2019: Italie (28,7% des exportations totales), Turquie (14,6%), Israël (6,8%), Inde (4,9%), Allemagne (4,8%).

Du côté des importations, la Russie a occupé le premier rang en 2019 (16,8% des importations totales), suivie de la Turquie (12,1%), de la Chine (10,5%), de la Suisse (9%).

#### 3.2. Commerce bilatéral

Les chiffres du commerce bilatéral, tant s'agissant des totaux que de la place des différentes catégories de produits dans le classement, sont sujets à des **variations assez importantes selon les années**. Il est donc difficile de tirer des conclusions durables.

En 2019, selon les chiffres de l'Administration fédérale des douanes (cf. annexe 4), les échanges commerciaux se sont montés à **env. CHF 287 millions**<sup>13</sup> (exportations suisses: CHF 105 millions, importations: CHF 182 millions. Solde négatif de CHF 77 millions), sur un total du commerce extérieur suisse d'env. 588 milliards. Tant les exportations que les importations suisses ont crû par rapport à 2018 (exportations: +30%; importations: +16,8%).

Du côté des exportations, les catégories principales en 2019 étaient:

- "véhicules, aéronefs" (41,4% des exportations totales);
- "produits pharmaceutiques" (15,8%);
- "horlogerie" (10,9%);
- "machines, appareils et matériels électriques" (9,9%);
- "machines, appareils et engins mécaniques" (8,7%);
- "pierres précieuses, métaux précieux, bijouterie" (5,3%).

Du côté des exportations, la catégorie "véhicules, aéronefs, etc." a passé de 0,3% des exportations suisses en 2018 à 41,4%<sup>14</sup> en 2019. Par contre, la catégorie "pierres précieuses, métaux précieux, bijouterie", qui représentait 28% des exportations en 2018, a diminué en 2019 à 5,3%<sup>15</sup>.

<sup>13</sup> Total général, c'est-à-dire y compris les métaux précieux.

<sup>14</sup> Il s'agit essentiellement de matériel ferroviaire (cf. base de données [Swiss-Impex](#)).

<sup>15</sup> Les statistiques azerbaïdjanaises indiquent un chiffre plus élevé pour les importations azerbaïdjanaises en provenance de Suisse (cf. annexe 3). La différence provient d'une question de définition liée aux notions de pays d'origine, resp. pays de destination finale s'agissant des exportations/importations de métaux précieux (or).

Du côté des importations, la situation n'a pas changé en 2019 par rapport à 2018: elles sont très largement dominées par la catégorie "pierres précieuses, métaux précieux, bijouterie" (96,4% des importations en 2019, 94,9% en 2018). Il s'agit essentiellement d'or<sup>16</sup>.

L'Azerbaïdjan produit plusieurs métaux non ferreux, dont de l'or, du cuivre et de l'argent. Il a été membre de l'EITI (*Extractive Industries Transparency Initiative*) jusqu'en mars 2017. L'Azerbaïdjan s'en est retiré suite à des divergences concernant l'engagement de la société civile. Dans sa déclaration de retrait, l'Azerbaïdjan a assuré vouloir continuer à assurer la transparence sur les revenus issus des industries extractives<sup>17</sup>. Une commission nationale sur la transparence de l'industrie extractive a été créée, dont le secrétariat est assuré par le fonds SOFAZ.

Pour les entreprises suisses, la composition des exportations vers l'Azerbaïdjan montre que plusieurs catégories de produits ont leur chance. Comme dans d'autres pays, les produits suisses sont confrontés à la concurrence de producteurs étrangers ou domestiques dont les produits sont parfois moins chers en raison de coûts de production inférieurs. Ce sont donc surtout des produits perfectionnés, que l'on ne trouve pas auprès des concurrents, ou pas dans la même qualité, qui sont concurrentiels.

#### 4. Investissements directs

##### 4.1. Evolution et perspectives générales

Le gouvernement azerbaïdjanais cherche à attirer les **investissements étrangers dans le secteur non-pétrolier**, en accord avec sa stratégie de diversification de l'économie. Tel est notamment le cas en matière d'énergies renouvelables, où le ministère de l'Energie a signé en 2018-2019 des MoU avec 9 entreprises énergétiques internationales. Une première concrétisation a eu lieu début 2020, lorsque des documents ont été signés avec deux entreprises d'Arabie saoudite et des Emirats arabes unis en vue de projets pilotes portant sur un parc d'éoliennes et une station d'énergie solaire. Ces projets pilotes sont évalués à USD 400 millions au total.

Pour l'heure, les investissements directs étrangers se situent toutefois encore en majorité dans le secteur du pétrole et du gaz. Cela explique la première place du Royaume-Uni dans le classement des principaux investisseurs étrangers (cf. annexe 5), avec le rôle majeur joué par BP dans les principaux projets pétroliers et gaziers en Azerbaïdjan.

##### 4.2. Investissements bilatéraux

Selon les chiffres généralement cités du côté azerbaïdjanais, le stock d'investissements provenant de Suisse se monte à environ USD 850 millions, dont environ USD 780 millions dans le secteur non pétrolier. L'un des plus grands investissements étrangers dans le secteur non pétrolier concerne l'extension (inaugurée en 2012) du site de production de ciment de Holcim Azerbaïdjan, situé au sud de Bakou.

En tout, une vingtaine d'entreprises suisses sont actives en Azerbaïdjan par le biais de représentations locales.

La SIFEM (*Swiss Investment Fund for Emerging Markets*), société financière de développement de la Confédération, contribue à créer des emplois durables et à réduire la pauvreté dans les pays en développement et émergents, en accordant des financements à des petites et moyennes entreprises. Son portefeuille comporte deux investissements en Azerbaïdjan: un investissement de USD 10 millions dans la banque *AccessBank*, ainsi que, de manière indirecte, un investissement dans le fonds *Commodity Value Chain Sustainable Investment Fund* actif en Afrique subsaharienne et dans les pays de la Communauté des Etats indépendants<sup>18</sup>.

#### 5. Promotion commerciale et économique

##### 5.1. Instruments de promotion commerciale et économique

La 8<sup>ème</sup> réunion de la Commission économique mixte entre la Suisse et l'Azerbaïdjan a eu lieu le 28 juin 2019 à Berne. Les délégations ont été conduites par le Ministre de l'Economie Shahin Mustafayev (Azerbaïdjan) et l'Ambassadeur Erwin Bollinger (Suisse, SECO).

En marge de la réunion, un MoU entre la *Small and Medium Business Development Agency* azerbaïdjanaise et l'Association suisse des PME a été signé, ainsi qu'un MoU entre AZPROMO (l'agence

<sup>16</sup> Cf. base de données [Swiss-Impex](#).

<sup>17</sup> <https://eiti.org/azerbaijan>

<sup>18</sup> <https://www.sifem.ch/fr/investissements/portefeuille/>

azerbaïdjanaise de promotion des exportations et des investissements) et l'*Industrie- und Handelskammer Thurgau*.

Du côté du secteur privé, la *Joint Chamber of Commerce JCC*<sup>19</sup>, sise à Zurich, promeut les relations commerciales avec une série de pays dont l'Azerbaïdjan. Elle organise régulièrement des événements.

En outre, l'*Union des Chambres de Commerce UCC*<sup>20</sup> sise à Genève, a organisé en octobre 2019 la visite à Bakou d'une délégation d'entreprises de Suisse occidentale.

## 5.2. Intérêt de l'Etat hôte pour la Suisse

La Suisse bénéficie d'une bonne image en tant que destination touristique; un MoU a été signé en octobre 2018 entre Suisse Tourisme et l'*Azerbaijan Tourism Board*.

La Suisse est également réputée comme site d'écoles et d'institutions de formation de haut niveau, notamment en matière hôtelière.

Pour ce qui est de la Suisse en tant que place économique et financière, des investissements azerbaïdjanaïens ont été effectués par la compagnie nationale SOCAR: SOCAR Trading SA a son siège à Genève. En outre, SOCAR a repris en 2012 le réseau de stations-service qui appartenait auparavant à Esso. La compagnie SOCAR Energy Switerland a son siège à Zurich et compte actuellement env. 200 stations-service.

## **Annexes**

1. Tableau de la structure économique
2. Tableau des principales données économiques
3. Tableau des partenaires commerciaux, dont la Suisse
4. Tableau "échanges commerciaux"
5. Tableau des principaux pays investisseurs, dont la Suisse

---

<sup>19</sup> <https://www.jointchambers.ch/>

<sup>20</sup> <https://www.unionchambers.ch/>

**Economic structure**

	<b>Year 2014</b>	<b>Year 2019</b>
<b>Distribution of GDP</b>		
Primary sector	<b>43%</b>	<b>45%</b>
Manufacturing sector	<b>21%</b>	<b>15%</b>
Services	<b>36%</b>	<b>40%</b>
- of which public services	10%	9%

<b>Distribution of employment</b>		
Primary sector	<b>38%</b>	<b>37%</b>
Manufacturing sector	<b>13%</b>	<b>14%</b>
Services	<b>49%</b>	<b>50%</b>
- of which public services	19%	19%

Source: State Statistics Committee and others

## Principales données économiques

	2018	2019	2020 (est.)
<b>PIB (USD mia)*</b>	<b>47.1</b>	<b>47.3</b>	<b>40</b>
<b>PIB/habitant (USD)**</b>	<b>4'722</b>		
<b>Taux de croissance (% du PIB)*</b>	<b>1.5</b>	<b>2.25</b>	<b>-2.2</b>
<b>Taux d'inflation (%)*</b>	<b>2.3</b>	<b>2.6</b>	<b>3.3</b>
<b>Taux de chômage (%)***</b>			
	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
<b>Solde budgétaire (% du PIB)*</b>	<b>5.5</b>	<b>8.4</b>	<b>-12.8</b>
<b>Solde des transactions courantes (% du PIB)*</b>	<b>12.8</b>	<b>9.2</b>	<b>-8.2</b>
<b>Dette extérieure totale (% du PIB)*</b>			
	<b>18.7</b>	<b>18</b>	<b>21</b>
<b>External debt-to-exports ratio (% des exportations)****</b>	<b>87.1</b>	<b>102.6 (est.)</b>	<b>103.4 (est.)</b>
<b>Réserves (mois d'importations)*</b>	<b>3.8</b>	<b>4.9</b>	<b>3.4</b>

\* Source : FMI, *Regional Economic Outlook Middle East and Central Asia* (avril 2020)  
 ▪ <https://www.imf.org/-/media/Files/Publications/REO/MCD-CCA/2020/April/English/reo-statistical-appendix.ashx?la=en>

\*\* Source : Banque mondiale (consulté le 25.05.2020)  
 ▪ <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.CD?locations=AZ>

\*\*\* Source : FMI, *World Economic Outlook Database* (avril 2020)  
 ▪ <https://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2020/01/weodata/index.aspx>

\*\*\*\* Source : FMI, [rapport sur les consultations au titre de l'Article IV](#) (septembre 2019)



## Partenaires commerciaux

année : 2019

Perspective selon le pays de résidence

Rank	Country	Exports from the host country (USD million)	Share	Change <sup>21</sup>	Rank	Country	Imports to the host country (USD million)	Share	Change <sup>10</sup>
1	Italy	5'638.60	28.7%	-4.1%	1	Russia	2'290.20	16.8%	21.5%
2	Turkey	2'862.70	14.6%	56.8%	2	Turkey	1'646.80	12.1%	4.4%
3	Israel	1'331.60	6.8%	1.6%	3	China	1'432.00	10.5%	19.7%
4	India	955.90	4.9%	16.6%	4	Switzerland	1'223.00	9.0%	138.4%
5	Germany	931.80	4.8%	19.3%	5	USA	767.80	5.6%	45.6%
6	China	752.20	3.8%	562.3%	6	Germany	710.40	5.2%	8.8%
7	Russia	731.80	3.7%	9.9%	7	Ukraine	467.10	3.4%	-0.6%
8	Spain	704.46	3.6%	77.7%	8	Iran	452.70	3.3%	9.1%
9	Czech Republic	647.50	3.3%	-31.0%	9	Canada	398.20	2.9%	145.2%
10	Georgia	586.90	3.0%	20.9%	10	Italy	369.90	2.7%	8.8%
20	Switzerland	179.1	0.9%	32.2%					
	Others	4'313.04	21,9%	-29.4%		Others	3'909.138	28.5%	4.9%
	<b>Total</b>	<b>19'635.6</b>	<b>100 %</b>	<b>1%</b>		<b>Total</b>	<b>13'667.2</b>	<b>100 %</b>	<b>19.2%</b>
...	<b>EU</b>	10'499.2	53.5%	-0.8%		<b>EU</b>	2'430.1	17.8%	4.4%

Source: State Customs Committee

<sup>21</sup> Change from the previous year in %



## ANNEXE 4

### Commerce bilatéral

\* = Veränderungsrate / Anteile nicht berechenbar

\*\* = Veränderungsrate > 999,9 %

Total 2: Ergebnisse inklusive Gold in Barren und anderen Edelmetallen, Münzen, Edel- und Schmucksteinen sowie Kunstgegenständen und Antiquitäten.

Total 2		Import in Mio. CHF				Export in Mio. CHF				Saldo in Mio. CHF	
		2018	2019	+/- %	Anteil	2018	2019	+/- %	Anteil	2018	2019
Total		155.91	182.06	16.8	100.0	80.72	104.93	30.0	100.0	-75.19	-77.14
01 - 24	Landwirtschaftliche Produkte	1.51	0.99	-34.6	0.5	1.36	0.62	-54.2	0.6	-0.14	-0.36
27	Energieträger		0.89	*	0.5	0.05	0.25	436.4	0.2	0.05	-0.65
28 - 29	Chemische Grundprodukte		0.00	*	0.0	0.15	0.00	-98.1	0.0	0.15	0.00
30	Pharmazeutische Erzeugnisse	0.08	0.02	-80.2	0.0	25.23	16.62	-34.1	15.8	25.15	16.61
31 - 32	Düngemittel, Farbstoffe, Pigmente	0.00		-100.0	*	0.19	0.15	-19.6	0.1	0.19	0.15
33 - 34	Schönheitsmittel, Waschmittel	0.00	0.00	31.8	0.0	1.32	2.22	67.7	2.1	1.32	2.22
35 - 38	Stärke, versch. chemische Erzeugnisse		0.00	*	0.0	0.15	0.28	83.9	0.3	0.15	0.28
39 - 40	Kunststoffe, Kautschuk	0.00	0.00	112.8	0.0	0.27	0.17	-34.4	0.2	0.27	0.17
41 - 43	Felle, Leder, Lederwaren	0.00	0.00	-95.4	0.0	0.34	0.30	-9.2	0.3	0.33	0.30
44 - 46	Holz, Kork, Flechtwaren	0.00	0.00	-99.3	0.0	0.36	0.07	-81.8	0.1	0.36	0.07
47 - 49	Papier und Papierwaren	0.00	0.00	-8.1	0.0	0.16	0.08	-47.0	0.1	0.16	0.08
50 - 63	Textilien und Bekleidung	0.07	0.01	-86.5	0.0	0.59	0.90	53.0	0.9	0.52	0.89
64 - 67	Schuhe, Schirme usw.	0.00	0.00	-36.7	0.0	0.50	0.47	-6.4	0.4	0.50	0.46
68 - 70	Waren aus Steinen, Keramik, Glas	0.00	0.00	**	0.0	0.15	0.35	126.8	0.3	0.15	0.35
71	Edelsteine, Edelmetalle, Bijouterie	147.98	175.43	18.5	96.4	22.58	5.54	-75.5	5.3	-125.40	-169.89
72 - 83	Uedle Metalle und Waren daraus	0.00	0.02	509.1	0.0	0.80	0.64	-19.9	0.6	0.79	0.62
84	Maschinen ( nicht elektrisch)	1.30	0.02	-98.7	0.0	5.00	9.09	81.7	8.7	3.71	9.07
85	Maschinen (elektrisch)	0.15	0.06	-58.3	0.0	8.54	10.34	21.1	9.9	8.38	10.27
86 - 89	Fahrzeuge, Flugzeuge usw.	0.00	0.01	239.0	0.0	0.24	43.48	**	41.4	0.24	43.47
90	Opt. / medizin. Instrumente	0.01	0.01	99.3	0.0	1.39	1.72	24.0	1.6	1.38	1.71
91	Uhrmacherwaren	4.76	4.50	-5.5	2.5	10.95	11.49	4.9	10.9	6.19	6.99
93	Waffen und Munitionen			*	*	0.02		-100.0	*	0.02	
94	Möbel, Bettzeug usw.			*	*	0.29	0.06	-79.3	0.1	0.29	0.06
95 - 96	Spielzeuge, Sportgeräte usw.		0.00	*	0.0	0.08	0.08	6.4	0.1	0.08	0.08
97	Kunstgegenstände, Antiquitäten	0.04	0.11	163.2	0.1	0.02	0.00	-96.8	0.0	-0.03	-0.11

Source : Administration fédérale des douanes, résultats provisoires, 16.01.2020



ANNEXE 5

Principaux pays investisseurs

état fin 2018

Rang	Pays	Investissements directs (millions USD, stock)
1	Royaume-Uni	6'866
2	Turquie	5'925
3	Norvège	3'042
4	Iran	2'581
5	Chypre	1'971
6	Malaisie	1'513
7	France	1'122
8	Pays-Bas	973
9	Russie	953
10	Emirats Arabes Unis	866
...		.....
14	<i>Suisse</i>	479
	Total	30'717

Source : FMI, *Coordinated Direct Investment Survey CDIS* (<http://data.imf.org>, consulté le 25.05.2020)